

# Libye : Poutine soutiendra-t-il le Maréchal Haftar, qui a décidé de prendre le pouvoir ?

écrit par Manuel Gomez | 1 janvier 2017

## Le maréchal libyen Khalifa Haftar en visite officielle à Alger



Le maréchal libyen Khalifa Haftar effectue en Algérie une rare visite officielle.  
© REUTERS/Esam Omran Al-Fetori

Par **RFI**

Publié le 19-12-2016 • Modifié le 19-12-2016 à 22:24

C'est une visite rare mais officielle que le maréchal libyen Khalifa Haftar effectue depuis dimanche 16 décembre en Algérie, pays qui avait une position très réservée sur cet homme qui s'est imposé comme l'homme fort en Libye. L'échec de l'accord d'entente nationale signé au Maroc il y a un an, ainsi que les derniers développements après sa domination des champs pétroliers, puis les menaces du maréchal de prendre Tripoli, ont poussé Alger à réviser sa position concernant Haftar.

Le 19 septembre 2016, j'informais nos lecteurs sur l'évolution de la situation en Libye, après la saisie des terminaux et des ports pétroliers par l'armée nationale sous le commandement du général Khalifa Haftar, devenu maréchal depuis. Ce scénario bouleversait totalement la donne politique, déjà ambiguë, de

ce pays.

Le 20 octobre je confirmais que le maréchal Haftar serait l'un des prochains dirigeants de la Libye et que, d'ores et déjà, il bénéficiait du soutien inconditionnel du parlement de Tobrouk, mais également de pays comme l'Égypte, les Émirats Arabes Unis et le Tchad, et qu'il s'opposait ouvertement au gouvernement d'union nationale, présidé par Fayed El-Sarraj et soutenu par l'ONU.

L'on sait le rôle primordial joué par l'Algérie dans la médiation de ce conflit libyen et c'était la raison principale de la visite du maréchal Haftar, à Alger, le 16 décembre, afin de défendre son projet.

## Le maréchal libyen Khalifa Haftar en visite officielle à Alger



Le maréchal libyen Khalifa Haftar effectue en Algérie une rare visite officielle.  
© REUTERS/Esam Omran Al-Fetori

Par **RFI**

Publié le 19-12-2016 • Modifié le 19-12-2016 à 22:24

C'est une visite rare mais officielle que le maréchal libyen Khalifa Haftar effectue depuis dimanche 16 décembre en Algérie, pays qui avait une position très réservée sur cet homme qui s'est imposé comme l'homme fort en Libye. L'échec de l'accord d'entente nationale signé au Maroc il y a un an, ainsi que les derniers développements après sa domination des champs pétroliers, puis les menaces du maréchal de prendre Tripoli, ont poussé Alger à réviser sa position concernant Haftar.

Visite qui a été suivie neuf jours plus tard, le dimanche 25 décembre, par celle du président du gouvernement d'union nationale, Fayed El-Sarraj.

**À présent le maréchal Haftar a décidé de prendre le pouvoir, qu'on lui marchandait, en employant la force politique, sinon militaire.**

Il a parfaitement compris, en constatant le rôle prépondérant tenu par la Russie dans le dénouement du conflit syrien, après Alep (arrêt des hostilités, signature d'une paix...momentanée et ouverture de pourparlers entre les différents protagonistes) que les États-Unis et l'Union Européenne n'étaient plus les maîtres de la situation au Moyen-Orient et que c'est la Russie de Poutine qui imposait sa puissance militaire, fort de ses succès sur le terrain.

Malgré la présence, et certaines interventions militaires en Libye, le maréchal Haftar a réalisé qu'il ne pouvait compter sur un appui sans condition ni des Américains, ni des Français, il s'est donc résolument tourné vers la Russie et vient de rencontrer, à Moscou, Wladimir Poutine afin de solliciter son appui.

**\*\*En avez-vous entendu parler dans les médias occidentaux ?**

Rappelons que la Russie avait lâché Mouammar El Guedaffi en 2011 mais n'attendait que cette occasion pour y remettre les deux pieds, d'autant plus que Poutine ne cache nullement son projet d'occuper une place de leader dans cette région.

Le ministre russe des affaires étrangères, Gennady Gatilov, estime que le maréchal Haftar, qui a combattu sans interruption les forces de Daech depuis plus de deux ans, est une personnalité politique de premier plan, au sein d'un gouvernement libyen, et qu'il est incontournable.

Tout en continuant à appuyer, sans trop d'énergie, la formation du gouvernement d'union nationale, soutenue par

l'ONU et dirigée par El-Sarraj.

Très impliquée dans cet imbroglio politique, pour ne pas dire politicien, l'ONU et l'Algérie se posent bien des questions sur cette nouvelle intervention de la Russie dans le « Dossier libyen ».